

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
de Gaz de Barr au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE GAZ DE BARR	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE GAZ DE BARR ET DE LA DISSOCIATION COMPTABLE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	6
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE GAZ DE BARR	8
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	8
1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR	8
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	8
1.3 PERSPECTIVE D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE	9
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	9
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR GAZ DE BARR EN 2013	9
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1ER SEMESTRE 2015	9
2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	10
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	10
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	10
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1ER JUILLET 2014	11
III. CONCLUSIONS	11

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1 ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi de la loi du 10 février

2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de Gaz de Barr, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

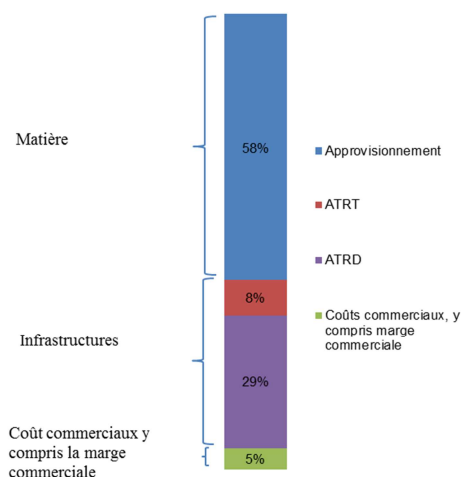
La CRE a adressé à Gaz de Barr, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans l'élaboration des tarifs réglementés de vente de Gaz de Barr au 1^{er} avril 2014, et leurs parts respectives:

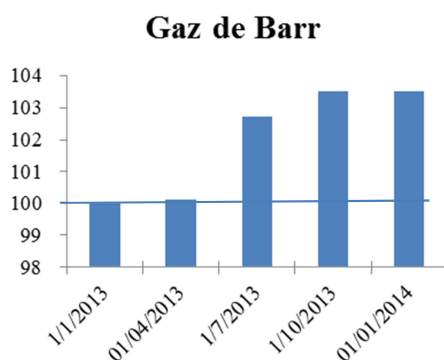


La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'achat de gaz (ou « matière ») ;
- les coûts d'infrastructure (coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel, des réseaux de distribution publique de gaz naturel et des stockages de gaz naturel, le cas échéant) ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel (composante « matière ») est calculée à partir d'une formule tarifaire.

L'évolution du tarif en base 100 d'un client type B1¹ ayant une consommation moyenne de 17Mwh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



¹ Client avec une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 Mwh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts de Gaz de Barr

1 Présentation des activités de Gaz de Barr et de la dissociation comptable

Gaz de Barr, Société Economie Mixte locale, entreprise locale de distribution de gaz et d'électricité.

L'actionnariat de Gaz de Barr est composé de la ville de Barr (51%), Réseau GDS (49%).

En 2013, le chiffre d'affaires total de Gaz de Barr s'élève à 24M€. La contribution du chiffre d'affaires « gaz » représente 21M€ (soit 89%) et l'« électricité » 2M€ (soit 10%).

Compte tenu des diverses activités de Gaz de Barr, (Gaz, Electricité et autres activités) les coûts de l'activité de fourniture de gaz sont établis à l'issue d'un exercice de dissociation comptable, par application des principes de dissociation approuvés par la CRE (Délibération du 7 février 2007).

Ces principes reposent sur un système d'imputation directe des charges à l'activité concernée, ou, lorsque cela n'est pas possible, par une application de clés (CA, effectifs, salaires et surface) qui permettent une correcte affectation des charges à l'activité concernée.

Les principaux périmètres d'activités dissociés de Gaz de Barr sont les suivants :

a) Gaz :

- la fourniture de gaz aux clients au tarif réglementé ;
- la fourniture de gaz aux clients aux offres de marché ;
- la gestion du réseau de distribution de gaz naturel.

b) Electricité

- la fourniture d'électricité aux clients au tarif réglementé ;
- la fourniture d'électricité aux clients aux offres de marché ;
- la gestion du réseau de distribution d'électricité.

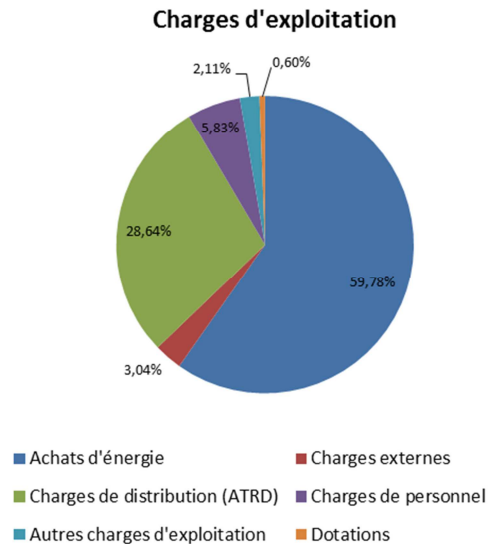
c) Autres activités

Gaz de Barr a transmis à la CRE ses comptes dissociés 2013 le 28 avril 2014.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz naturel aux clients aux tarifs réglementés de Gaz de Barr s'élève à environ 10 M€ en 2013.

Les données ci-après présentent les grands agrégats de produits et charges associés à cette activité.



Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fournie des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend la production immobilisée, les transferts de charges ainsi que les autres produits d'exploitation.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, les assurances, les autres services extérieurs, le personnel intérimaire, les honoraires, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel. Gaz de Barr ayant une activité de gestionnaire de réseau de distribution (GRD), refacturation du GRD

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

Autres charges d'exploitation

Les principaux montants enregistrés dans ce compte concernent les impôts et taxes, les primes commerciales.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de Gaz de Barr

1 Coûts d'approvisionnement

Un fournisseur s'était engagé par contrat à fournir aux PITD du gaz naturel pour la durée du 1^{er} novembre 2012 au 1^{er} novembre 2013 :

- Les quantités prévisionnelles sont définies par saison
- La facturation mensuelle est fonction :
 - o Quantité Mensuelle Enlevée au PITD facturées sur la base de formules appliquées en fonction des QME composées d'une constante et des indices pétroliers et gaziers en 111 ou 313.
 - o Les charges fixes correspondant aux charges de transport déterminées en fonction des souscriptions journalières des clients finaux en conformité avec le tarif GRT (ATRD 2012) et des capacités journalières de livraison des clients finaux dont l'option tarifaire de distribution est T4 et TP .

Pour la période du 1^{er} novembre 2013 au 1^{er} novembre 2014, le fournisseur prévoit des quantités par saison et une formule composée d'une constante et d'indice PEG Nord.

1.1 La formule en vigueur

Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, a émis un avis favorable au projet d'arrêté concernant cette formule dans sa délibération du 25 juin 2013.

L'évolution des coûts d'approvisionnement des tarifs réglementés de vente est déterminée en fonction de la formule composée d'une constante et des indices suivants :

- *C : représente la constante définie dans les clauses contractuelles d'approvisionnement*
- *FOL : représente la cotation à Rotterdam du fioul lourd basse teneur en soufre, en euros par tonne, constatée sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire*
- *FOD : représente la cotation à Rotterdam du fioul domestique à 0,1%, en euros par tonne, sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire*
- *PEG : représente la cotation moyenne du contrat futur mensuel du gaz naturel au point d'échange de gaz (PEG) Nord, en euros par MWh, sur les périodes d'un mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire*

L'arrêté de du 27 juin 2013 prévoit « A l'occasion des mouvements effectués en application des articles 5 et 6 du décret du 18 décembre 2009 modifié susvisé, Gaz de Barr communique à la Commission de régulation de l'énergie l'ensemble des factures nécessaires au contrôle des quantités $Q_{x,k}$ et des constantes $C_{x,k}$ ».

1.2 Evolution de la part matière en 2013

La part matière appliquée (en €/Mwh) prise en compte dans le tarif a évolué tous les trimestres.

La part matière répercutée aux clients aux tarifs réglementés représente la moyenne des coûts unitaires d'approvisionnement des trois mois précédents d'un mois le mois de la demande tarifaire pondérés des volumes et appliquée sur 3 mois afin de lisser les variations des coûts mensuels d'approvisionnement.

1.3 Perspective d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Par ailleurs, la CRE relève que les conditions d'approvisionnement de Gaz de Barr ont évolué suite à des modifications dans les formules de prix de son contrat à compter du mois de novembre 2013.

La formule en vigueur, définie par l'arrêté du 27 juin 2013, ne prend pas en compte ces évolutions.

Une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 apparaît par conséquent nécessaire.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des couts hors approvisionnement supportés par Gaz de Barr en 2013

Afin d'apprécier la couverture des coûts supportés par Gaz de Barr pour la vente aux clients aux tarifs réglementés, l'approche retenue par la CRE consiste à analyser les données issues de la comptabilité dissociée et à rapprocher le résultat constaté au résultat théorique, tel que prévu dans les tarifs réglementés au titre de la marge commerciale.

Cette marge est la contrepartie de risques assumés par l'opérateur au titre notamment des aléas liés au risque « volumes ».

Les coûts supportés en 2013 par Gaz de Barr ont été marqués par :

- la hausse de la part fixe facturée à Gaz de Barr dans le cadre de son contrat d'approvisionnement a augmenté au 1^{er} avril 2013, prenant en compte notamment l'évolution du tarif d'utilisation du réseau de transport de GRTgaz définie par la délibération de la CRE du 13 décembre 2012.
- l'application de l'évolution du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des ELD au 1^{er} juillet 2013 a induit une augmentation de +7,1% sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de Gaz de Barr.

L'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz de Gaz de Barr a pris en compte l'ensemble de ses hausses.

Les coûts commerciaux regroupent les charges d'exploitation hors achats d'énergie et cout des infrastructures diminuées des produits d'exploitation hors vente de gaz.

La CRE a procédé à une analyse de la comptabilité analytique de Gaz de Barr pour l'exercice 2013. Il ressort de cette analyse que le résultat de l'activité de fourniture aux clients aux tarifs réglementés est conforme à la marge théorique.

La CRE n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés par Gaz de Barr en 2013.

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1er semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Gaz de Barr.

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts des infrastructures : *« sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour Gaz de Barr, d'une facturation par le fournisseur du combustible ».*

Gaz de Barr établit ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- l'évolution au 1^{er} juillet 2014 de la grille tarifaire du GRD de -0,32%² induit une baisse sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de Gaz de Barr ;
- l'évolution du tarif d'utilisation du réseau de transport de GRTgaz induit à une hausse de +3,9% en moyenne³ au 1^{er} avril 2014.

L'évolution des coûts d'infrastructure de Gaz de Barr doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts commerciaux : *« se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles ».*

Gaz de Barr a transmis à la CRE ses prévisions d'évolution des coûts commerciaux pour les exercices 2014 et pour le premier semestre 2015 comprenant une hypothèse d'évolution de 3% sur la base des coûts prévus pour le mouvement tarifaire de juillet 2013.

Sur la base des informations disponibles, la CRE n'est pas en mesure de valider ces évolutions à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014 afin de respecter le principe de couverture des coûts.

La CRE ne dispose cependant pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Gaz de Barr relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne seraient pas réalistes.

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

Gaz de Barr a établi ses coûts prévisionnels sur la base d'une baisse des volumes de 25%. Cette baisse est due principalement à la diminution du nombre de clients B2S (disparition de ces tarifs d'ici le 1^{er} janvier 2015) et une baisse de consommation des autres clients.

² Délibération de la CRE du

³ Délibération de la CRE du 11 décembre 2013

Le nombre de client reste stable en 2014, la perte des clients B2S a été compensée par la hausse du nombre des clients C+ (B1).

La CRE ne dispose cependant pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Gaz de Barr relatives à l'évolution de ses volumes de ventes ne seraient pas réalistes.

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de Gaz de Barr au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE conclut qu'elle n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés en 2013.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE a relevé des éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de Gaz de Barr, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ces coûts.